

## PORTUGAL

# L'esprit de croisade progresse au sein de l'Eglise

« Une véritable croisade » : l'expression est d'un dominicain portugais. Le religieux qualifiait ainsi, devant moi, le mois dernier, la manière dont des évêques et un grand nombre de prêtres ont, à l'approche de deux scrutins — élections législatives du 2 décembre, élections locales du 16 — apporté leur soutien à l'alliance des partis de droite en usant de leur autorité ecclésiastique. En tant que collègue, l'épiscopat s'en tient à sa lettre collective publiée en mars dernier, invitation à respecter et à pratiquer une démocratie authentiquement pluraliste.

Mais le durcissement des affrontements politiques qu'ont entraîné les décisions prises en juillet par le général Eanes, président de la République, a amené beaucoup de clercs à oublier ces beaux principes ou à les relativiser. A cette époque, en effet, afin de sortir de la crise née de l'impossibilité de dégager une majorité parlementaire, le président a annoncé son intention de dissoudre l'Assemblée de la République pour organiser de nouvelles élections législatives. En même temps, il chargeait Maria de Lourdes Pintasilgo de former un gouvernement qui devrait assumer le pouvoir jusqu'après la mise en place de la future assemblée.

En prenant la première de ces mesures, le général Eanes cédait à la pression des deux grands partis modérés : le C.D.S. (Centre démocratique et social) et le P.S.D. (Parti social démocrate). Pourtant, la Constitution prévoit que des élections législatives devront obligatoirement avoir lieu en juin 1980, fin de la période de rodage que s'est assignée la jeune démocratie portugaise. Qu'importe ! Se sentant le vent en poupe, les partis de droite voulaient s'assurer une position plus forte dans une nouvelle assemblée, même éphémère.

Mais, en même temps, le C.D.S.

et le P.S.D. réclamaient aussi un référendum afin d'autoriser la révision de la Constitution, bien qu'en principe, celle-ci ne puisse être modifiée avant la même échéance de juin 1980. Adoptée en 1976, la Constitution affirme néanmoins le caractère socialiste de l'Etat. Elle prévoit une série de garde-fous destinés sinon à supprimer, du moins à limiter le pouvoir des détenteurs du capital. Aussi modestes soient-elles, ces barrières irritent vivement ceux qui voudraient pouvoir annuler d'un trait de plume la réforme agraire, les nationalisations et d'autres transformations économiques et sociales réalisées par la Révolution de 1974-1975. Le président a refusé de céder.

Ce refus a irrité les milieux de droite, mais la nomination de Mme Pintasilgo a provoqué leur colère. Personnalité indépendante, cette femme de quarante-neuf ans était jusqu'alors ambassadeur à l'UNESCO. Elle n'a jamais milité dans un parti politique, mais elle est chrétienne fervente et fière de l'être. Présidente du Graal (1) pour le Portugal, elle continue, premier ministre, à vivre en communauté avec d'autres femmes célibataires membres de cet institut séculier.

Depuis une vingtaine d'années, avec le Graal, elle contribue à la mise en œuvre de projets de développement et d'alphabetisation en milieu rural, selon les principes du Brésilien Paulo Freire. Ministre des affaires sociales en 1974-75, elle avait mis au point le système portugais de sécurité sociale.

Avant d'accepter le poste de premier ministre, Mme Pintasilgo a consulté le cardinal Ribeiro, patriarche de Lisbonne et président de la conférence épiscopale. Ce dernier a implicitement approuvé son accession à la tête du gouvernement malgré la vive opposition d'autres évêques.

**L'Alliance démocratique (droite) remporte les élections du 2 décembre. La Constitution socialiste risque d'être révisée.**

F. Sautereau (la Vie)



Maria de Lourdes Pintasilgo  
premier ministre sortant.

(1) Mouvement de laïques catholiques qui s'efforcent de faire passer les valeurs chrétiennes dans le monde moderne.



## L'ACTUALITE RELIGIEUSE DANS LE MONDE

**Des évêques conservateurs  
dénoncent l'illusion  
du « paradis rouge »,  
mais des catholiques militent  
dans les partis de gauche.**

F. Sautereau



Sur le mur, une fresque-souvenir  
de la Révolution des œillet

(2) Le texte complet de cette interview exclusive a été publiée dans La Vie du 29 novembre 1979.

Devenue premier ministre, Mme Pintasilgo parcourt le pays pour « écouter le peuple », discute avec tout le monde dans les villes et les villages, des difficultés économiques et sociales, des réformes à opérer. Pour les bien-pensants des beaux quartiers de Lisbonne et Porto, cette « femme » est vraiment le diable en jupons. La preuve ? Elle bénéficie de la confiance des communistes et des socialistes qui, pourtant, se détestent mutuellement.

Aussi la droite se déchaîne-t-elle contre le premier ministre. Ses dirigeants adoptent volontiers un ton sarcastique et méprisant pour parler d'elle. Certains journaux s'efforcent de porter atteinte à son image de militante chrétienne en recourant aux pires insinuations sur sa vie privée.

Mme Pintasilgo réagit à ces attaques avec une remarquable sérénité. Refusant d'entrer dans l'engrenage de la polémique, elle analyse lucidement la situation : « Mon engagement de militante chrétienne donne à mon action à la tête du gouvernement une tonalité particulière, m'a-t-elle déclaré au cours d'un long entretien (2). Cela est ressenti par des non-chrétiens, notamment par des agnostiques convaincus, désireux de réaliser un véritable changement social.

Par rapport à mes compatriotes catholiques, ce qui se passe est plus complexe. Assumant les fonctions de premier ministre, alors que mon engagement chrétien est public, j'introduis dans la vie du catholicisme portugais un élément de perturbation. En effet, certains ont du mal à accepter un catholicisme qui se veut engagé dans le changement social et qui prône les droits des plus défavorisés. »

La personnalité de Mme Pintasilgo est surtout gênante, dans l'immédiat, pour le succès de la tactique électorale des forces de droite : convaincre l'opinion catholique qu'un chrétien ne peut voter ni pour le P.C., ni pour le P.S.

Or, jusqu'à ces derniers temps, l'Eglise avait toujours ménagé le Parti socialiste. Désormais, emboîtant le pas aux milieux politiques conservateurs et libéraux qui, depuis deux ans déjà ont pris le P.S. pour cible privilégiée, des prêtres et même des évêques — en contradiction avec

leur déclaration collective — partent en guerre contre « les marxistes ». Les sermons, les bulletins paroissiaux multiplient les mises en garde dans ce sens, surtout dans le Nord du pays, traditionnellement plus catholique et plus conservateur.

Dans une lettre pastorale, l'évêque de Leiria (le diocèse de Fatima) a, par exemple, développé l'idée que le bulletin de vote est une chose sacrée qu'on ne peut salir en le donnant à des partis qui ne le méritent pas. L'évêque auxiliaire de Braga, Mgr Cabral, a appelé les fidèles à voter de telle sorte « qu'on ne soit pas obligé de voir passer le cercueil de la patrie sur le chemin du cimetière d'un quelconque paradis rouge ».

Les partis de gauche ont pris cette offensive très au sérieux mais ne veulent surtout pas, tombant dans le piège qui leur est tendu, laisser renaître le climat d'opposition entre droite catholique et gauche anticléricale, qui régnait dans le pays au début du siècle. D'ailleurs, les choses ont bien changé depuis. Aujourd'hui, de très nombreux catholiques — y compris des prêtres — militent dans les formations de gauche et d'extrême-gauche. Dans les meetings de ces dernières semaines, Alvaro Cunhal, secrétaire général du Parti communiste, ne manquait jamais de rappeler que des milliers d'adhérents à son parti, sont de fervents croyants et que le P.C.P. n'est pas contre la religion.

Au nom du Parti socialiste, où la présence chrétienne est, numériquement, beaucoup plus signifiante, Mario Soares a, ces dernières semaines, systématiquement rendu visite à tous les évêques, en commençant par ceux qui lui étaient le plus hostiles. Surpris, ceux-ci l'ont écouté courtoisement expliquer que, s'ils empruntent certains concepts marxistes, les socialistes ne se réfèrent pas au système philosophique de Marx.

Ce climat explique pour une bonne part le succès de la droite aux élections du 2 décembre. Et les divisions que les controverses ont révélé dans l'Eglise — y compris au sein de l'épiscopat — ne vont pas s'effacer au lendemain de la campagne qui vient de s'achever. Elles pourraient même s'approfondir à l'approche de l'échéance décisive de juin 1980.

Aimé SAVARD ■